



eureka21

le meilleur
de l'Europe
dans vos
projets

Economie sociale et collectivités locales : binôme gagnant ?

L'économie sociale emploie plus de **11 millions** de personnes dans l'UE, soit **6%** de l'emploi total. Environ une entreprise sur quatre créée en Europe est une entreprise sociale.¹

Les entreprises sociales participent à une croissance intelligente, à la fois durable et inclusive. En apportant une plus-value économique, sociale et environnementale au territoire, elle répond aux trois principes fondamentaux du développement durable et contribue à la Stratégie UE 2020. Les entreprises sociales se trouvent donc au cœur de l'action de l'Union pour la période 2014-2020, les objectifs principaux étant d'améliorer l'accès au financement et la visibilité de l'entrepreneuriat social, tout en construisant un environnement juridique favorable à son développement.

L'action des collectivités territoriales est jugée fondamentale pour contribuer à ces objectifs. Elles participeront à la mise en réseau des entreprises sociales, à valoriser et primer les bonnes pratiques, à encourager le partage et à faciliter l'accès aux fonds régionaux et européens.

¹ [Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions. « Initiative pour l'entrepreneuriat social. Construire un écosystème pour promouvoir les entreprises sociales au cœur de l'économie et de l'innovation sociales ». COM \(2011\) 682 final.](#)

P comme « Primer » !

Primer l'engagement social des entreprises



En Bourgogne, un concours annuel soutient l'économie sociale et solidaire (ESS)

Organisé par le Conseil régional de Bourgogne, [le concours bourguignon de l'ESS](#) vise à faire connaître, encourager et récompenser les initiatives innovantes et exemplaires en matière d'économie sociale et solidaire. Plusieurs critères sont définis : la liberté d'adhésion, la non redistribution individuelle des profits, la gestion démocratique, la primauté du service rendu sur le capital, la mixité entre fonds privés et publics.

En 2012, le concours a porté sur trois thématiques : a) l'alimentation et les circuits courts ; b) la culture ; c) le sanitaire et social, et les services à la personne. Les trois lauréats de l'édition ont reçu chacun un chèque de 3.500 euros. Il s'agit de l'Association La Courseive Boutaric (Dijon), lieu d'échange sur des thématiques sociales, de l'Association Le Beau Chaos (Dijon), compagnie théâtrale professionnelle incluant des comédiens en situation de handicap, et de l'AADCL (Association d'aide à domicile du canton de Lormes), visant à rompre l'isolement des personnes âgées.

Le concours bourguignon se tient chaque année depuis 2006, en partenariat avec la [CRESS](#) (Chambre régionale de l'économie





eureka21

le meilleur
de l'Europe
dans vos
projets

Economie sociale et collectivités locales : binôme gagnant ?

sociale et solidaire). Il s'inscrit dans la politique d'accompagnement et de soutien aux acteurs de l'ESS mise en place depuis des années par la région Bourgogne.

Contact : Emilie Buatois – ess@cr-bourgogne.fr

Site : http://www.region-bourgogne.fr/Economie-sociale-et-solidaire_685



Les Marches : un prix récompense la qualité du travail

Le « Prix Valeur Travail » est une initiative organisée par le [Service de l'Instruction, de la Formation et du Travail de la Région des Marches](#), en



Italie, dans le but de promouvoir la connaissance du Fonds social européen chez les entrepreneurs de la Région et de primer les bonnes pratiques développées par les entreprises régionales.

L'idée est de faire émerger des modèles gagnants et transférables, dont les entreprises puissent s'inspirer. Le prix s'adresse notamment aux entreprises faisant preuve d'une forte responsabilité sociale vis-à-vis de leurs

employeurs (en terme de sécurité sur le lieu de travail, par exemple) et, par conséquent, de croissance économique et d'intégration sociale. La valorisation des ressources humaines, considérée comme la clé de réussite des entreprises sociales, est donc l'un des paramètres majeurs du

concours.

En 2012, lors de la dernière édition de cette initiative, le prix a été décerné à dix entreprises, issues de secteurs très diversifiés : télécommunications, production alimentaire, activités agricoles, pelletterie, travail des métaux, tourisme, coopératives sociales. Les gagnant du prix ont reçu une plaque de la Région et pourront dorénavant afficher le logo du « Prix Valeur Travail » sur leur site internet et sur l'ensemble de leurs documents.

Contact : Maurizio Pietroni - funzione.politichecomunitarie@regione.marche.it

Site : <http://www.europa.marche.it>

P comme « Promouvoir » !

Des structures pour promouvoir la connaissance et le développement des entreprises sociales



Un « Atelier » pour parler d'ESS sur le territoire francilien

L'Atelier - Centre de ressources régional de l'économie sociale et solidaire, a été créé à l'initiative du [Conseil régional d'Île-de-France](#), de la CRESS IDF, de diverses collectivités territoriales et de nombreux acteurs du secteur.

Basé à Paris, l'Atelier est un pôle d'expertise de la création d'activités sociales et solidaires. Il accompagne les entrepreneurs dans la conception et dans la création d'entreprises sociales et solidaires, conseille les collectivités locales sur les politiques à développer pour promouvoir l'ESS sur leur territoire respectif et mène des actions de sensibilisation auprès du grand public.

Les priorités sont définies annuellement et donne lieu à des stratégies



eureka21

le meilleur
de l'Europe
dans vos
projets

Economie sociale et collectivités locales : binôme gagnant ?

d'action ciblées. Pour la période en cours, l'Atelier a affiché sa volonté de consolider un réseau d'acteurs ambassadeurs de l'ESS, souhaitant partager leurs expériences et suscitant une émulation en matière de

pratiques responsables. L'Atelier aide donc ces ambassadeurs à améliorer les échanges entre eux et à assurer leur présence lors d'événements de sensibilisation ayant lieu en Région et sur le territoire national. L'association est enfin très active dans le suivi de nouveaux projets, dans des activités de veille et de recherche sur l'ESS, ainsi que dans le déploiement de l'ESS dans les quartiers les plus sensibles.

L'Atelier compte une dizaine de salariés et bon nombre de partenaires et de financeurs. Parmi ces derniers, la région Ile de France, la Mairie de Paris, le Conseil général de Seine et Marne, la DRTP (Direction régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), ainsi que l'UE avec le Fond social européen.

Contact : Julien Bottriaux – julien.bottriaux@atelier-idf.org

Site : <http://www.atelier-idf.org/>



Une école pour enseigner l'ESS en Andalousie

La Fundacion Escuela Andaluza de Economia Social (Fondation de l'école andalouse de l'économie sociale) est née en 2002 suite à la création du Pacte andalou pour l'économie sociale, signé par la Junta Andaluza², la branche régionale de la [Confédération des entreprises espagnoles de l'économie sociale](#) (Cepes-A) et la Fédération andalouse des entreprises coopératives et des travailleurs associés (FAECTA).

Ce pacte officialise pour la première fois le soutien des pouvoirs publics au

² Un Conseil régional aux compétences élargies du fait du statut de Communauté autonome d'Andalousie.

secteur de l'ESS. La fondation de l'école en était l'un des éléments marquants. Elle vise à promouvoir et à diffuser le modèle d'économie sociale andalouse par la formation de futurs professionnels de l'ESS et la coopération entre tous les acteurs du secteur. Elle répond ainsi aux besoins des acteurs régionaux de l'économie sociale de disposer d'une institution capable d'innover en terme de formation et de recherche dans le secteur de l'ESS.

Renouvelé en 2006 et en 2011, le pacte a fait de l'Escuela Andaluza le pivot de la promotion de l'ESS en Andalousie. Destinée principalement aux étudiants tout juste diplômés, souhaitant s'orienter vers la création d'entreprises sociales, l'école garantit aussi bien une formation continue aux dirigeants et aux salariés des entreprises et organismes de l'ESS. Environ 200 personnes s'inscrivent tous les ans à l'École.



La formation s'organise autour de 4 cursus principaux : création d'entreprises, management (deux niveaux), gouvernance au sein de l'école. Pour le niveau élevé de ses programmes, ainsi que pour la qualité des étudiants formés, l'Escuela Andaluza a acquis au fil de dernières années une réputation remarquable tant en Espagne qu'à l'étranger.

Contact : Secretariat de l'école - info@escueladeeconomiasocial.es

Site : <http://escueladeeconomiasocial.es/>



eureka21

le meilleur
de l'Europe
dans vos
projets

Economie sociale et collectivités locales : binôme gagnant ?



Un laboratoire d'idées dans le comté du Kent, en Angleterre

Le laboratoire d'innovation sociale pour le Kent (SOIE) a été inauguré en 2007 à l'initiative de Joe Heapy et Sophie Parker. L'idée de ses fondateurs était de créer à la fois un espace public et un laboratoire d'idées, ouverts à la participation d'un large panel de personnes, travaillant collectivement pour trouver des solutions communes aux nombreux défis du territoire.



Plus concrètement, le laboratoire conduit des projets d'évaluation ou de conception de services publics en s'appuyant sur la participation citoyenne. Les citoyens, les mieux placés pour identifier les besoins du territoire, participent collectivement à l'élaboration, à la mise en œuvre

et à l'exploitation de tout projet monté par le SOIE. Ils sont ainsi activement impliqués dans la conception ou re-conception de ces services, dont ils pourront eux-même bénéficier.

Jusqu'à présent, les projets du laboratoire ont porté sur un vaste nombre de thématiques : des services de téléassistance pour les personnes âgées, des formations visant à garantir l'accès à une alimentation de qualité, des actions de soutien aux personnes souffrant de troubles mentaux, de nouveaux services de livraison, des plans de réaménagement de l'habitat pour les seniors, des banques du temps (...). Les élus locaux sont encouragés à s'emparer des résultats obtenus, afin de les traduire en décisions publiques. Ils peuvent ainsi choisir de réformer un service public local ou de valoriser des bonnes pratiques des habitants.

La réussite du laboratoire fournit une méthodologie originale de conception

et de réalisation des politiques publiques, associant les citoyens à l'action publique des collectivités territoriales.

Contact : [Vicky Butler – silkteam01@kent.gov.uk](mailto:Vicky.Butler@kent.gov.uk)

Site : <http://socialinnovation.typepad.com/silk/>

P comme « Partager » !

Des initiatives pour partager les bonnes pratiques



PASE : un guide de bonnes pratiques en faveur des entreprises sociales

La volonté de promouvoir l'entrepreneuriat social a été à l'origine du PASE (Politiques publiques et entreprises sociales), projet européen de coopération interrégionale³ réunissant 9 partenaires, dont 7 collectivités publiques de niveau régional ou local, une école et un centre de formation publique, provenant de 7 pays différents de l'Union européenne.⁴



³INTERREG IVC 2007-2013

⁴ Commune du Forest, Région de Bruxelles-Capitale, Belgique ; Région Provence-Alpes-Cote-d'Azur, France ; Centre d'Education populaire de la Commune de Hanovre ; Région des Marches et Commune de Rome, Italie ; Université d'économie et Ecole d'Administration Publique, Pologne ; Conseil du Comté



eureka21

le meilleur
de l'Europe
dans vos
projets

Economie sociale et collectivités locales : binôme gagnant ?

L'objectif de PASE est de repérer, d'analyser, de transférer ou d'adapter des bonnes pratiques mises en œuvre par les partenaires du projet afin de renforcer le soutien à l'entrepreneuriat social. Ce projet de coopération a abouti à la publication d'un catalogue de bonnes pratiques et de recommandations communes pour développer des stratégies novatrices et efficaces de soutien des entreprises sociales. Le catalogue présente de manière claire et exhaustive une sélection de 17 bonnes pratiques, particulièrement significatives et inspiratrices reprenant le contexte dans lequel s'est développée chaque pratique, les modalités de leur mise en œuvre et les résultats obtenus.

Les bonnes pratiques repérées par PASE sont **diverses** : pâtisserie sociale en Roumanie, centre d'aide aux coopératives sociales en Pologne, des entreprises sociales garantissant une thérapie adaptée et une formation professionnelle aux personnes souffrant de troubles psychologiques, création d'un Groupement d'employeurs en Provence-Alpes-Côte d'Azur, etc.

Contact : Hervé Plisson - hplisson@regionpaca.fr

Site : <http://www.pase-project.eu>



En Roumanie, huit villes s'engagent à développer un cadre favorable à l'économie sociale

Le « [Modèle des bonnes pratiques en matière d'inclusion sociale](#) » est un projet né en 2010 sous l'impulsion du Centre de ressources des initiatives éthiques et solidaires (CRIES), basé à Timisoara. Cofinancé par le Fonds social européen, le projet se déroule entre 2010 et 2013. Il associe huit villes roumaines (Bucarest, Timisoara, Arad, Oradea, Cluj-Napoca, Székelyudvarhely, Lasi) décidées à soutenir le développement de l'ESS

d'Arges, Roumanie ; Gouvernement d'Andalousie et Agglomération de Madrid Sud, Espagne.

sur leur territoire respectif, notamment via l'élaboration d'une méthodologie participative et multi-partenaire.

L'objectif du projet est d'identifier, d'étudier et de promouvoir des initiatives en faveur de l'inclusion sociale et de la création d'emplois durables. Pour ce faire, les partenaires du projet stimulent des synergies entre les acteurs susceptibles de contribuer au développement de l'ESS : organisations non gouvernementales, entreprises, collectivités locales. Un « groupe local d'initiative » a été constitué dans chaque ville pour permettre l'échange d'idées et d'expériences parmi toutes les parties prenantes. Il s'agit de véritables laboratoires participatifs de transformation sociale, destinés à impacter les politiques publiques en terme de ESS.

Outre ce travail de concertation, l'acculturation des collectivités locales est jugée également fondamentale et se concrétise à travers trois outils : un guide des bonnes pratiques, un document cadre sur le potentiel de l'ESS, une formation sur la mise en œuvre de projets innovants dans l'ESS. 160 personnes, dont un large nombre de représentants locaux, ont déjà bénéficié de cette formation, qui a permis aux collectivités locales de progresser dans leur compréhension de l'ESS.



Contact : Sergiu Florean – office@cries.ro

Site : www.cries.ro



Neufs villes européennes mènent des études croisées sur l'économie sociale

L'économie sociale est une des principales thématiques abordées par neuf villes européennes au sein du projet « [Cities for active inclusion](#) » (Villes pour l'inclusion active).



eureka21

le meilleur
de l'Europe
dans vos
projets

Economie sociale et collectivités locales : binôme gagnant ?

Né en 2010 dans le cadre du programme européen Progress, ce projet vise à valoriser, tant au niveau national qu'au niveau européen, les initiatives mises en place par les pouvoirs publics en faveur d'une « inclusion active ». Ce concept, fortement mis en valeur par la Commission européenne se base sur la promotion de l'emploi des personnes les plus défavorisées et les plus éloignées du marché du travail : les handicapés, les parents d'enfants en bas-âge, les seniors, les immigrants...

Les neuf villes européennes, représentant toutes les zones de l'Europe, se sont engagées à délivrer régulièrement des informations analytiques sur les politiques territoriales nationales d'inclusion active, afin d'en faciliter la mise en comparaison. Les informations, fournies par le biais de rapports locaux, sont retravaillées par le secrétariat du réseau à Bruxelles, chargé de repérer les éléments de différenciation et les tendances communes et de rédiger une note de synthèse. Cette analyse synthétique est jugée

particulièrement importante pour la mise en valeur des bonnes pratiques et pour le repérage d'obstacles à l'évolution active du marché du travail.



Cities for Active Inclusion

CITIES FOR ACTIVE INCLUSION

En 2011, cinq rapports nationaux et un rapport final de synthèse ont été rédigés. Ce dernier a surtout mis en lumière l'exigence de renforcer l'accès aux

financements et la sensibilisation à l'économie sociale et solidaire, tant sur les marchés publics que parmi l'opinion publique.

Contact : Susanna Forjan - susana.forjan@eurocities.eu

Site : <http://www.eurocities-nlao.eu/>

Flavia Lucidi, pour Eurêka 21